MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 19 août 2024

Burundi

Le Burundi devient le 6ème pays à rejoindre la zone de réseau unique (ONA) de la CAE

L'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications du Burundi (ACRT) a annoncé son entrée dans la zone de réseau unique (ONA) de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à compter du 1er août 2024. Le Burundi rejoint ainsi le Kenya, le Rwanda, le Sud-Soudan, l'Ouganda et la Tanzanie en tant qu'États partenaires ayant mis en œuvre l'ONA, qui permet de réduire le coût élevé des télécommunications dans la région. La République démocratique du Congo et la République fédérale de Somalie - les pays les plus récents du bloc - n'ont pas encore rejoint l'ONA. L'entrée du Burundi dans l'ONA signifie que six des huit États de la CAE ont désormais adhéré à l'accord qui promet des frais d'itinérance moins élevés pour les appels et les données mobiles dans toute la région. Le cadre de l'itinérance harmonisée de la CAE a été élaboré et approuvé par la 30ème réunion du Conseil des ministres en 2014 et approuvé par les chefs d'État de la CAE en février 2015. Ce cadre impose la suppression des surtaxes sur le trafic transfrontalier des télécommunications en provenance et à destination de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Comores

Don de 5,9 MUSD de la Banque africaine de développement pour améliorer la gouvernance et le secteur de l'électricité

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, le 19 juillet, l'octroi d'un don de 5,94 MUSD aux Comores pour soutenir l'amélioration de la gouvernance économique et financière, ainsi que le service public dans le domaine de l'électricité. Dans ce cadre, sont en particulier prévus : la mise en place d'un programme de vérification fiscale, la création d'une direction des moyennes et grandes entreprises, l'adoption d'une loi sur la gestion des entreprises publiques, ainsi que la mise en place d'une autorité de régulation du secteur de l'énergie.

Djibouti

Difficultés du terminal pétrolier *Horizon* et discussions avec l'Ethiopie

La réduction momentanée de l'activité du terminal pétrolier *Horizon*, à actionnariat principalement émirien et koweitien, a conduit à plusieurs interactions avec les autorités de l'Ethiopie, pays qui dépend pratiquement à 100 % de ce terminal pour son approvisionnement en carburant. Les autorités djiboutiennes ont ainsi reçu fin juillet une délégation d'*Ethiopian Petroleum Supply Enterprise* (EPSE), inquiètes de l'indisponibilité depuis une année de deux des réservoirs du terminal. L'Autorité des ports et zones francs de Djibouti (APZF), qui détient 10 % du terminal, aurait proposé l'usage d'un navire de sa propriété comme moyen complémentaire de stockage. Le terminal pétrolier de Damerjog, propriété de l'APZF, n'est pas encore en mesure de fournir les services requis et la capacité théorique du terminal *Horizon* (4,5 M t annuelles) deviendrait insuffisante pour le marché éthiopien. Une réunion entre les deux gouvernements et les dirigeants de *Terminal Horizon* s'est ensuite tenue le 14 août à Addis Abeba pour envisager l'avenir du terminal. Elle a conclu à la signature à venir en septembre d'un accord tripartite qui prévoira le raccordement ferroviaire des terminaux *Horizon* à Djiboutiau SGR Ethio-Djiboutien, le rail pouvant ainsi fournir une alternative au transport routier. Le chargement des camions est en partie à l'origine des problèmes d'approvisionnement actuels.

Ethiopie

Le design du chantier de mega-hub aéroportuaire est confié à la compagnie *Dar Al-Handasah*

Le groupe *Ethiopian Airlines* a annoncé le 12 août avoir signé un contrat de conseil et de consultance avec l'entreprise moyen-orientale d'origine libanaise *Dar Al-Handasah*. *Dar Al-Handasah* devrait ainsi être chargée du design et de la supervision/assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux du futur aéroport de Bishoftu, à 40 km au sud-est d'Addis Abeba. Celui-ci serait réalisé en deux phases pour devenir à terme le plus grand d'Afrique : une capacité de 60 millions de passagers serait fournie suite à une première livraison en 2029, avant d'atteindre 110 millions après la phase 2, soit quatre fois la capacité de l'aéroport actuel de Bolé. *Ethiopian Airlines* vise un trafic annuel de 67 millions de passagers à l'horizon 2035, contre un peu plus de 17 millions pour l'exercice écoulé. Un premier appel d'offres avait été lancé, sans résultat, en janvier. C'est une seconde tentative qui a conduit à la sélection de l'entreprise moyen-orientale, dont le montant du contrat n'a pas été communiqué.

Signature d'accords avec l'émirien *AMEA Power* pour la construction d'un parc éolien de 300 MW

Le 17 août, le ministre des Finances éthiopien a signé avec le président de l'entreprise émirienne *AMEA Power* l'accord de mise en œuvre du parc éolien d'Aysha-1 d'une capacité de 300 MW. Le montant du projet, envisagé selon un modèle de partenariat public-privé, s'élève à 620 MUSD. Le contrat d'achat d'électricité entre *AMEA* et *Ethiopian Electric Power* (EEP), l'entreprise publique de génération et transmission, a également été conclu pour une durée de 25 ans. Il s'agira du plus grand parc éolien de la Corne de l'Afrique. Selon EEP, la capacité électrique éolienne installée en Ethiopie s'élèverait à 404 MW, grâce aux capacités combinées des parcs d'Ashegoda, Adama I et II et Aysha II, avec un potentiel estimé

à 1,3 GW. Le développement des capacités éoliennes s'inscrit dans la stratégie de diversification du mix électrique éthiopien, aujourd'hui essentiellement dépendant de l'hydroélectricité. L'Ethiopie souhaite par ailleurs se positionner comme un exportateur majeur d'électricité renouvelable dans la région.

Nouveaux chiffres sur le fonctionnement sous-optimal du chemin de fer Addis Abeba-Djibouti

Le nouveau CEO éthiopien de la joint-venture éthio-djiboutienne EDR en charge de l'exploitation du chemin de fer commun, M. Takele Uma (ancien ministre des Mines et maire d'Addis Abeba), a fait part de sa préoccupation devant les défis auxquels fait face l'infrastructure. Il a signalé que seules 15 des 32 locomotives détenues par EDR fonctionnent et que seules 2,4 M t de marchandises étaient traitées chaque année, contre une capacité théorique de 6,3 millions (38 %). Ces observations ont été faites lors d'une rencontre avec l'ambassadeur de Chine, avec lequel il s'agissait d'identifier des moyens de surmonter les difficultés qui conduisent à ces constats. Pour mémoire, le rail éthio-djiboutien a été intégralement financé et construit par la Chine. Ses opérations et sa maintenance étaient assurées jusqu'à décembre dernier par deux entreprises chinoises, dont le contrat n'a pas été reconduit.

Kenya

Kenya Airways annonce son premier bénéfice net depuis 2023

Le transporteur national *Kenya Airways* a déclaré un bénéfice net de 3,7 MEUR pour le semestre se terminant en juin, ce qui constitue un revirement significatif par rapport à la perte nette provisoire de 158,1 MEUR pour le premier semestre 2023. La compagnie aérienne avait enregistré un bénéfice de 2,8 MEUR au cours du semestre se terminant en juin 2013 et avait enregistré des pertes depuis lors. Le PDG de *Kenya Airways*, Allan Kilavuka, a attribué l'amélioration des performances au « *Project Kifaru* » qui s'est concentré sur la rationalisation des itinéraires, le redimensionnement de la flotte, l'augmentation de la productivité des employés et le mis en accent sur la satisfaction des clients. En conséquence, le nombre de passagers au cours du premier semestre 2024 a augmenté de 10 % pour atteindre 2,54 millions, générant des recettes en hausse de 22 % à 663,0 MEUR. Les coûts d'exploitation ont également augmenté de 22 % pour desservir de nouvelles routes et augmenter la capacité sur les routes lucratives, tandis que les frais généraux ont diminué de 22 %. Au cours de la dernière décennie, le transporteur s'est enlisé dans d'énormes dettes, aggravées par l'impact négatif du COVID-19 et le coût élevé du carburant sur fond d'une dépréciation du shilling par rapport au dollar américain.

La *Kenya National Highway Authority* (KeNHA) propose une politique de péage routier afin de rembourser les emprunts utilisés pour financer les grands projets routiers et en financer de nouveaux

La *Kenya National Highway Authority* (KeNHA) propose d'introduire des péages routiers pour rembourser les prêts des principaux projets routiers, entretenir les routes concernées et financer de nouvelles routes. L'Autorité précisera les autoroutes concernées par l'introduction des péages une fois le projet finalisé. Pour l'instant, les routes visées incluent la rocade sud de Nairobi, l'autoroute Nairobi-Nakuru-Mau Summit, la super autoroute de Thika, la route Kenol-Sagana-Marua, la rocade Dongo Kundu à Mombasa, entre autres. La KeNHA insiste sur la participation du public et la transparence dans l'élaboration de cette politique, qui faisait partie du plan stratégique de KeNHA pour 2023-27. L'ancien Ministre des transports, K. Murkomen avait révélé que le budget initial pour la mise en place de ce programme était de 700 MKES.

Les fortes pluies ont augmenté de 66 % la production d'hydroélectricité au cours des six premiers mois de l'année

Les fortes pluies du début d'année ont augmenté la production d'hydroélectricité au Kenya de 66 %, favorisant ainsi l'approvisionnement du réseau national en énergie peu coûteuse. Selon le Bureau national des statistiques du Kenya, la production d'hydroélectricité, principalement par *KenGen*, a atteint 1,84 Mds kWh entre janvier et juin, contre 1,11 Md kWh l'année précédente. C'est la première augmentation en trois ans, après des sécheresses prolongées ayant affecté les niveaux d'eau dans les barrages. Les achats d'hydroélectricité par *Kenya Power* sont passés de 4,09 Md kWh en 2020-21 à 2,56 Md kWh l'année dernière, en raison de la sécheresse. La part d'hydroélectricité dans le réseau avait ainsi chuté de 28,3 % à 20,6 %. *KenGen* possède toutes les principales centrales hydroélectriques, dont la capacité totale s'élève à 826 MW.

Madagascar

Hausse des taux d'intérêt de la banque centrale malgache

La Banque centrale malgache (BFM) a décidé de réhausser son corridor des taux d'intérêt suite à la réunion de son comité monétaire le 6 août 2024 : le taux des facilités de dépôt passe ainsi de 9 % à 9,50 % et celui des facilités de prêt marginal de 11 % à 11,50 %. Cette décision a été prise dans un contexte de tensions inflationnistes, avec un taux d'inflation en glissement annuel de 7,2% en juin 2024, contre 7,4 % en mars et 7,3 % en avril et en mai 2024. En particulier, le riz s'est renchéri de 5 % et les prix de l'énergie de 8 %, à noter que les prix du carburant n'ont pas été ajustés depuis juillet 2022. On constate également une détérioration du déficit courant à 3,5 %, contre 1,8 % sur la même période en 2023, qui s'explique essentiellement par la dégradation du déficit commercial résultant du recul des exportations de biens (-27,9 % au premier semestre de 2024). Les exportations de vanille ont chuté de 43,2 % (chute des prix de 80,3 %, même si la quantité vendue a rebondi de 188,5 %), celles du girofle de 26,1 % et celles du nickel de 56,5 %, les exportations des zones franches ont diminué de 12,8 % et les recettes générées par le cobalt ont baissé de 28,6 %. Les importations s'affichent également en baisse (-7,2%) : les biens d'équipement ont diminué de 17,9 %, les matières premières de 11,4 %, les zones franches de 4,5 %, l'alimentation de 17,9 % et les biens de consommation de 8 %. Les importations d'énergie ont augmenté quant à elles de 18,3 %.

Lancement du programme de protection sociale *TSIMBINA*

Le Président malgache Andry Rajoelina a officiellement lancé le programme de protection sociale « *TSIMBINA* » le 9 août. Ce programme vise à aider les ménages vulnérables à faire face à l'inflation et à financer la scolarité de leurs enfants. Chaque ménage recevra une allocation totale de 200 000 MGA (soit 40 EUR). En plus d'un transfert d'argent, des sessions de sensibilisation sur le bien-être familial, l'éducation, la nutrition et les sources de revenus seront organisées. Le Président malgache a en particulier souligné l'importance d'inclure le planning familial dans ces sessions, avec un objectif national de 5 millions d'utilisateurs réguliers de moyens de contraception d'ici 2028. Le programme *TSIMBINA* est soumis à des critères stricts, coordonné par le ministère de la Population et des Solidarités, il est financé par la Banque mondiale et mis en œuvre par le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID). Il devrait bénéficier à 821 250 foyers, répartis dans 120 districts des 23 régions de Madagascar (53 % en zones urbaines et 47 % en zones rurales). Une priorité sera accordée aux résidents des grandes villes telles qu'Antananarivo (150 000 foyers), Antsiranana, Toamasina, Fianarantsoa, Antsirabe et Toliara.

Maurice

Légère dépréciation de la roupie mauricienne par rapport au dollar américain et à l'euro

Selon la Banque centrale de Maurice, sur la période août 2023-juillet 2024, par rapport à la même période en 2023, la valeur moyenne de la roupie mauricienne était de 49,87 MUR pour 1 EUR, soit une dépréciation de 3,4 % vis-à-vis de l'euro. Sur les mêmes périodes de référence, la roupie a atteint en moyenne une valeur de 45,85 MUR pour 1 USD soit une dépréciation de 0,9 % vis-à-vis du dollar américain.

Ouganda

Baisse du taux directeur à 10 % et lancement d'un programme d'achat d'or par la Banque centrale

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale a abaissé le 7 août dernier le taux directeur de 25 points de base à 10 % en dépit de la hausse de l'inflation en juillet (4 % son niveau le plus haut depuis juin 2023). Les autorités estiment cet ajustement nécessaire pour soutenir la croissance (+6,7 % au premier semestre contre 5,3 % pour la première partie de l'année 2023) et atteindre la cible inscrite dans la loi de finances de 7 % et se justifie également en anticipation de la baisse des taux des grandes banques centrales (FED en particulier). Par ailleurs, la principale institution financière du pays a initié courant juillet un programme d'achat d'or auprès des producteurs locaux. Cette initiative vise à accumuler des réserves de devises étrangères -structurellement inférieures à 3,8 mois d'importation - et à faire face aux risques associés sur les marchés financiers internationaux. L'Ouganda est devenue en 2023 un des principaux hubs de commercialisation d'or avec 2,3 Mds USD d'exportation (10 fois plus qu'en 2022).

Rwanda

Le Rwanda signe un accord avec une entreprise nucléaire américaine pour développer l'énergie nucléaire

L'Office rwandais de l'énergie atomique (RAEB) a signé mercredi un accord avec une entreprise américaine pour développer l'énergie nucléaire en construisant des mini-réacteurs dans le pays. Selon le protocole d'accord, *Nano Nuclear Energy Inc.* fournira une assistance technique, une formation et un enseignement, et pourrait construire à terme un nombre indéterminé de petits réacteurs modulaires (SMR) et de microréacteurs. Le Rwanda produit actuellement environ 51 % de son électricité à partir de sources thermiques, suivies par l'hydroélectricité (environ 44 %) et l'énergie solaire (environ 4%). L'accord vise à garantir que le Rwanda dispose d'une solide capacité à maintenir une industrie nationale de l'énergie nucléaire autosuffisante. Le protocole d'accord fait suite à un accord conclu l'année dernière par Kigali avec la start-up canado-allemande *Dual Fluid* pour la construction d'un réacteur nucléaire, qui devrait être opérationnel en 2026.

Le nouveau gouvernement a prêté serment

Le 19 août, les membres du nouveau gouvernement rwandais et la nouvelle Directrice générale du *Rwanda Governance Board* (RGB), Doris Uwicyeza Picard, ont prêté serment pour servir sous le mandat de cinq ans du Président Paul Kagame. Nommés le 16 août, les 21 ministres et 9 secrétaires d'État ont rejoint le gouvernement environ une semaine après la reconduction d'Edouard Ngirente au poste de Premier ministre. La plupart des ministres en poste avant la réélection de

Kagame ont été reconduits, avec de nouveaux membres tels que Prudence Sebahizi, ministre du Commerce et de l'Industrie, Richard Nyirishema, ministre des Sports, et Christine Nkulikiyinka, ministre de la Fonction publique et du Travail.

Seychelles

Reprise des vols pour les fêtes de fin d'année entre les Seychelles et La Réunion

Air Seychelles et *Tourism Seychelles* ont annoncé le 7 août dernier quatre vols saisonniers entre les Seychelles et La Réunion, à partir du 30 décembre 2024, dans l'objectif de renforcer la connectivité et promouvoir les échanges touristiques entre les deux îles pour les fêtes de fin d'année. Trois autres vols sont prévus les 6, 13 et 18 janvier 2025, avec une escale technique à Maurice. Pour rappel, Air Austral avait suspendu le 1er avril 2024 la ligne Réunion-Seychelles en raison d'un plan de restructuration. Etudiant des possibilités pour offrir une alternative de voyage à leurs passagers, *Air Seychelles* et *Tourism Seychelles* ont conclu un accord de partenariat sous la forme d'un accord signé en juin 2024, permettant à leur clientèle respective d'envisager des déplacements entre La Réunion et les Seychelles, avec un seul billet. Dans le cadre de cet accord, *Air Seychelles* transportera les voyageurs se rendant de La Réunion vers l'île Maurice, tandis qu'Air Austral effectuera le trajet de l'île Maurice à La Réunion.

Somalie

Approbation de la mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (Aussom)

À moins de quatre mois de l'expiration du mandat de la mission de transition de l'Union africaine en Somalie (Atmis), le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA a approuvé le plan de création et de déploiement d'une nouvelle force, appelée mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie (Aussom). Le CPS a adopté le concept stratégique d'opérations (Conops) pour l'Aussom après des consultations avec l'Atmis, le gouvernement somalien, les Nations Unies et d'autres partenaires internationaux. L'AUSSOM devrait mobiliser des troupes de plusieurs pays volontaires, se déployer et commencer ses opérations le 1er janvier 2025, principalement pour protéger la population civile somalienne des attaques d'Al-Shabaab. L'Atmis a connu des difficultés de financement, qui devraient se poursuivre avec l'Aussom, pour lesquelles le CPS a exhorté la Commission de l'UA à entreprendre des engagements avec les Nations Unies, l'Union européenne, les partenaires stratégiques et les donateurs afin d'assurer un financement adéquat et durable ainsi que d'autres formes de soutien.

Soudan

Délégation de la *Bank of Russia* au Soudan

Une délégation de haut niveau de la Banque centrale de Russie est arrivée à Port-Soudan et a eu des entretiens avec les autorités de la Banque centrale du Soudan. Selon l'agence d'information officielle, les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération bancaire entre les deux pays, le rétablissement des relations de correspondance bancaire entre les banques soudanaises et russes et l'ouverture de succursales dans les deux pays. Les deux parties ont également discuté des possibilités d'utilisation des monnaies locales dans le règlement des transactions commerciales entre les deux pays ainsi que des opportunités

d'investissement dans de nombreux secteurs, notamment le secteur minier. Cette visite, qui fait suite à une visite du gouverneur de la Banque centrale du Soudan à Moscou en avril, s'inscrit dans un contexte de rapprochement entre le Soudan et la Russie et de signature de plusieurs protocoles de coopération dans les domaines militaire et économique. Cependant, l'état de mise en œuvre de ces protocoles n'est pas clair.

Soudan du Sud

95 MUSD d'aide humanitaire par USAID

L'Ambassade des Etats-Unis a annoncé le 12 août l'apport de 95 MUSD d'aide humanitaire au Soudan du Sud via l'Agence américaine pour le Développement international (USAID). Ce montant qui porte l'effort d'engagement humanitaire américain à plus de 508 MUSD pour l'exercice 2024, permettra aux partenaires, en particulier le PAM, de continuer à soutenir plus de 700 000 personnes dans les zones les plus touchées par les multiples crises. Pour rappel, les Nations Unies avait annoncé en juillet dernier que près de la moitié de la population était confrontée à des niveaux d'insécurité alimentaire critiques. Une situation aggravée par la persistance d'un afflux de réfugiés en provenance du Soudan, dont le nombre a atteint 650 000 personnes en juillet.

Le Parlement ratifie l'accord-cadre du Nil

Le 8 juillet, l'Assemblée nationale a ratifié l'accord-cadre de coopération du Nil, le « *Nile Cooperative Framework Agreement* » (CFA). Ainsi, le Soudan du Sud devient le sixième pays ayant ratifié le texte, qui reste rejeté par l'Egypte, parmi sept pays signataires, membres du bassin du Nil que sont l'Éthiopie, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Kenya (ce dernier étant le seul pays n'ayant pas franchi le stade la ratification). La ratification par le Soudan du Sud, qui prendra effet avec la signature du Président, prévue dans les prochains jours, permettra l'entrée en vigueur, en octobre prochain, de cet accord qui remplacera les accords coloniaux de 1902, 1929 et 1959. Ceux-ci sont considérés comme favorisant les deux pays en aval (Soudan et Egypte), en particulier l'Egypte lui accordant le droit de veto contre les projets dans les pays en amont. Pal Mai Deng, ministre des Ressources en Eau et de l'Irrigation, a de son côté réitéré le soutien de son pays aux efforts de l'Initiative du bassin du Nil (NBI) visant à promouvoir les investissements conjoints et la coopération à l'échelle du bassin, qu'il considère comme étant la première ligne de protection contre les risques climatiques affrontant les pays de la région.

Tanzanie

Le déficit du compte courant de la Tanzanie diminue de moitié

Selon la revue économique mensuelle de juillet de la Banque de Tanzanie (BoT), Le déficit du compte courant de la Tanzanie a fortement diminué de près de moitié, tombant à 2,5 Md USD pour l'année se terminant en juin 2024, contre 4,96 Md USD enregistrés au cours de la même période en 2023. La BoT a indiqué que cette amélioration était le résultat d'une augmentation substantielle des exportations de biens et de services, tirées par le secteur aurifère et le tourisme, ainsi que d'une baisse des importations de biens. Les exportations de biens et de services ont augmenté de 14,9 %, atteignant 14,68 Md USD en juin 2024. Les recettes des services ont totalisé 6,81 Md USD pour l'année se terminant en juin 2024, soit une augmentation de 25,5 % par rapport à l'année précédente. Les recettes des exportations d'or se sont élevées à 3,1 Md USD, contre 2,6 Md USD enregistrés au cours de l'année terminée en juin 2023.

Quatrième remaniement ministériel en 2024

La Présidente Samia Suluhu Hassan a annoncé son quatrième remaniement ministériel cette année, marquant le quatorzième changement de ce type depuis 2021. Le dernier remaniement voit les anciens ministres Palamagamba Kabudi et William Lukuvi revenir au cabinet, tandis que deux autres ministres, Angela Kairuki et Ummy Mwalimu, ont été démis de leurs fonctions. P. Kabudi est nommé ministre des Affaires constitutionnelles et juridiques. L''un des défis majeurs auquel est confronté ce ministère est la gestion des récentes affaires d'arbitrage international qui ont coûté des millions de dollars au pays. Le cas le plus récent a conduit la Tanzanie à verser 90 MUSD à la société australienne *Indiana Resources Limited*. William Lukuvi, député de longue date et conseiller politique de la présidente depuis qu'il a été démis de ses fonctions de ministre en janvier 2022, est nommé ministre d'État au cabinet du Premier ministre, supervisant la politique, le Parlement et la coordination. Jenista Mhagama, qui a été remplacée par W. Lukuvi, a été réaffectée au ministère de la Santé, où elle succède à Ummy Mwalimu, démis de toute fonction. Pindi Hazara Chana prend la tête du ministère du Tourisme et des Ressources naturelles, en remplacement d'Angela Kairuki, nommée Conseillère du président. La Présidente Samia a également annoncé la nomination de Hamza Johari comme nouveau Procureur général, succédant au Dr Eliezer Feleshi nommé juge à la Cour d'appel.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda

Twitter : DG Trésor Kenya

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays: Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores

Twitter: DG Trésor Madagascar

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays: Ethiopie / Djibouti / Erythrée

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays: Ouganda / Soudan du Sud

Contact: Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays: Tanzanie

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays: Soudan

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr